

TRADUCTION

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE

F. 96 — 1987

1360891

16 JUILLET 1996. — Arrêté du Gouvernement flamand complétant l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 septembre 1990 établissant une première liste portant attribution à la Société flamande terrienne et à la Société flamande du Logement des biens immobiliers de la Société nationale terrienne transférés à la Région flamande

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 21 décembre 1988 portant création d'une Société flamande du Logement, notamment l'article 6, dernier alinéa, modifié par le décret du 12 décembre 1990;

Vu le décret du 21 décembre 1988 portant création d'une Société flamande terrienne, notamment l'article 15, § 2, modifié par le décret du 12 décembre 1990;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 septembre 1990 établissant une première liste portant attribution à la Société flamande terrienne et à la Société flamande du Logement des biens immobiliers de la Société nationale terrienne transférés à la Région flamande;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 3 juillet 1991 portant attribution à la Société flamande terrienne et à la Société flamande du Logement du patrimoine de la Société nationale terrienne transféré à la Région flamande;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'afin d'assurer la continuité, il s'avère opportun de compléter dans les plus brefs délais la première liste des biens immobiliers de la Région flamande provenant de la Société nationale terrienne qui doivent être attribués à la Société flamande du Logement;

Sur la proposition du Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 septembre 1990 établissant une première liste portant attribution à la Société flamande terrienne et à la Société flamande du Logement des biens immobiliers de la Société nationale terrienne transférés à la Région flamande, les biens suivants sont insérés dans la rubrique :

12027 — Sint-Katelijne-Waver — 3^e section / OLVW
« 12027 A 294 — 03204 bouwland Vossenbergh — 2945 ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 1990.

Art. 3. Le Ministre flamand, ayant le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 16 juillet 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement-flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Affaires urbaines, de la Politique urbaine et du Logement,
L. PEETERS

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 96 — 1988

[C — 29303]

29 AOÛT 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court et artistique libres subventionnés

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, modifiée en dernier lieu par le décret de la Communauté française du 22 décembre 1994;

Vu le décret de la Communauté française du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit, modifié par le décret de la Communauté française du 18 mars 1996;

Vu le décret de la Communauté française du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, modifiant en dernier lieu par le décret de la Communauté française du 2 avril 1996;

Vu le décret de la Communauté française du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, modifié par les décrets de la Communauté française du 22 décembre 1994, du 10 avril 1995 et du 25 juillet 1996;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mars 1995;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er février 1993;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux, professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire supérieur, dispensé dans les instituts techniques de l'Etat dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 31 mars 1981;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux, professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans les écoles techniques secondaires inférieures et les écoles professionnelles secondaires dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 24 mai 1977;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux dans les écoles normales primaires dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 30 avril 1970;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux dans les écoles normales gardiennes dont la langue de l'enseignement est la langue française;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux, pour la fonction de professeur de cours techniques (autres spécialités) et pour la fonction de professeur de pratique professionnelle (autres spécialités) dans l'enseignement secondaire supérieur, dispensé dans les athénées royales dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 août 1992;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux et de cours techniques et de pratique professionnelle dans les écoles moyennes, au degré inférieur des lycées et athénées royales, dans les sections d'études techniques secondaires inférieures et dans les sections d'études professionnelles secondaires inférieures, annexées aux établissements d'enseignement moyen dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court et artistique libres subventionnés;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, modifiées par les lois des 8 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence,

Considérant que les mises en disponibilité par défaut d'emploi et les réaffectations en découlant doivent être réalisées en début d'année scolaire; qu'afin de permettre aux pouvoirs organisateurs de prendre les dispositions qui s'imposent en temps utile, il importe d'adopter sans tarder la réglementation en la matière applicable en cas de fusion entre établissements;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé et du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 26 août 1996,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court et artistique libres subventionnés est complété par un § 8 rédigé comme suit :

"§ 8. Fusion : fusion égalitaire ou fusion par absorption.

Fusion égalitaire : la réunion en un seul établissement de plusieurs établissements qui disparaissent simultanément.

Fusion par absorption : la réunion de plusieurs établissements dont l'un continue à exister et absorbe l'autre ou les autres.

Restructuration : reprise égalitaire ou par absorption, par un établissement, d'une ou plusieurs options, années d'études ou formes d'enseignement d'un autre établissement d'enseignement de même caractère.

La restructuration est globale lorsqu'elle implique plusieurs établissements dans tous les niveaux et les formes d'enseignement qu'ils organisent. Cette restructuration peut impliquer, le cas échéant, une réduction du nombre des établissements d'enseignement.

La restructuration est partielle lorsqu'elle est limitée à un ou plusieurs transferts d'années d'études, d'option(s) ou de formes d'enseignement sans diminution du nombre d'établissements d'enseignement."

Art. 2. Dans l'article 3, § 1^{er}, 2^o, a) du même arrêté, l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

"Dans ce cas, les pouvoirs organisateurs ne sont pas tenus d'attribuer ou d'étendre, et le membre du personnel d'accepter une attribution ou une extension du nombre de périodes lui attribuées initialement en religion ou en morale non confessionnelle. Il doit néanmoins être procédé à l'attribution ou à l'extension en cas d'accord entre parties."

Art. 3. L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 11. § 1er. L'ancienneté de service visée à l'article 10 comprend tous les services rémunérés par la Communauté française rendus à titre temporaire ou définitif dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, ainsi que les périodes non rémunérées assimilées à de l'activité de service.

§ 2. L'ancienneté de fonction visée à l'article 10 comprend tous les services rémunérés par la Communauté française rendus à titre temporaire ou définitif dans la fonction en cause dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, ainsi que les périodes non rémunérées assimilées à de l'activité de service.

§ 3. L'ancienneté de service et l'ancienneté de fonction sont calculées suivant les modalités fixées à l'article 85, a, b, d, e, f, et à l'article 39 c de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection dépendant de ces établissements."

Art. 4. L'article 13 du même arrêté est complété par un § 3 rédigé comme suit :

"§ 3. Les obligations précisées aux § 1er, 1° et 2° et § 2 sont limitées aux membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclarés en perte partielle de charge dans les établissements appartenant à la même zone de réaffectation."

Art. 5. A l'article 15 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er est complété par les mots "au sein de l'établissement où l'affectation a eu lieu";

2° le § 2 est complété par les mots "dans le respect des règles de pondération."

Art. 6. Dans l'article 17 du même arrêté, les mots "Dans l'enseignement secondaire ordinaire, le pouvoir organisateur peut notamment : "sont remplacés par les mots "Sans préjudice des dispositions reprises à l'article 2, § 5, dans l'enseignement secondaire ordinaire, le pouvoir organisateur peut également : ".

Art. 7. Un chapitre IIIbis comprenant les articles 19 à 37, et rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"CHAPITRE IIIbis. — Dispositions particulières applicables en cas de fusion ou de restructuration

Section 1re. — Généralités

Art. 19. Les dispositions reprises dans le présent chapitre ne sont d'application qu'au moment de la fusion ou de la restructuration.

Sauf dispositions particulières reprises dans ce chapitre, les dispositions générales contenues dans le présent arrêté restent d'application dans tous les cas de fusion ou de restructuration.

Les obligations de réaffectation et de remise au travail dans l'établissement issu de la fusion ou dans l'établissement ou un des établissements issu(s) de la restructuration globale des membres du personnel mis en disponibilité dans une fonction de sélection ou de promotion dans un établissement impliqué dans une fusion ou une restructuration globale sont applicables même si les établissements appartiennent à des zones de réaffectation différentes.

Art. 20. Pour l'application du présent chapitre, seul le pouvoir organisateur de l'établissement absorbant ou de l'établissement issu de la fusion assume les obligations de l'article 15 à l'égard des membres du personnel réaffectés ou remis au travail conformément à cette disposition et qui exerçait leurs prestations dans l'(les) établissement(s) absorbé(s) ou dans les établissements fusionnés.

Section 2. — Dispositions particulières applicables en cas de fusion égalitaire

Sous-section 1re. — Généralités

Art. 21. En cas de fusion égalitaire entre deux ou plusieurs établissements, tous les membres du personnel des établissements fusionnés sont mis en disponibilité sans application des mesures préalables à la mise en disponibilité visées à l'article 9 dans les autres établissements organisés le cas échéant par le pouvoir organisateur sur le territoire de la même commune.

Sous-section 2. — Fusion égalitaire de plusieurs établissements d'un même pouvoir organisateur aboutissant à la création d'un nouvel établissement au sein de ce pouvoir organisateur.

Art. 22. § 1er. Les membres du personnel titulaires d'une fonction de recrutement et mis en disponibilité en application de l'article 21 sont réaffectés par priorité et par ordre d'ancienneté dans les emplois définitivement vacants au sein de l'établissement issu de la fusion.

La présente disposition est étendue aux membres du personnel mis en disponibilité antérieurement à la fusion dans les établissements impliqués dans la fusion.

Les alinéas 1er et 2 sont applicables même si les établissements fusionnés appartiennent à des zones de réaffectation différentes.

Dans l'hypothèse où après avoir fait application des alinéas 1er à 3, il resterait des emplois définitivement vacants à pourvoir au sein de l'établissement issu de la fusion, ceux-ci seront attribués conformément aux règles énoncées au chapitre II, sections 2 et 4.

§ 2. Pour les membres du personnel des établissements impliqués dans la fusion qui n'ont pu être réaffectés définitivement après les opérations visées au § 1er dans l'établissement issu de la fusion pour l'entiereté de la charge faisant l'objet de leur mise en disponibilité, il sera fait application à leur égard, par ordre d'ancienneté, des règles suivantes selon l'ordre de priorité tel que défini :

1° réaffectation dans les emplois définitivement vacants des autres établissements que le pouvoir organisateur organise dans la même zone de réaffectation;

2° réaffectation dans les emplois temporairement vacants au sein de l'établissement issu de la fusion même si les établissements fusionnés appartiennent à des zones de réaffectation différentes;

3° réaffectation dans les emplois temporairement vacants des autres établissements organisés par le pouvoir organisateur dans la même zone de réaffectation;

4° réaffectation dans les emplois vacants d'un établissement appartenant au même Centre d'enseignement que l'établissement issu de la fusion.

Pour l'application du 2°, les membres du personnel des établissements impliqués dans la fusion ont priorité sur les membres du personnel du pouvoir organisateur, mis en disponibilité dans d'autres établissements que le pouvoir organisateur de l'établissement issu de la fusion organise dans la zone de réaffectation où se situe l'établissement issu de la fusion.

§ 3. Les obligations de réaffectation dans le Centre d'enseignement des membres du personnel mis en disponibilité dans une fonction de sélection ou de promotion sont d'application dans le Centre d'enseignement de l'établissement issu de la fusion.

Art. 23. Les membres du personnel visés à l'article 21 qui n'ont pu être réaffectés après application de l'article 22 sont remis au travail par ordre d'ancienneté et selon l'ordre de priorité défini ci-après :

1° dans les emplois vacants de l'établissement issu de la fusion même si les établissements fusionnés appartiennent à des zones de réaffectation différentes;

2° dans les emplois vacants des autres établissements organisés par le pouvoir organisateur dans la même zone;

Pour l'application du 1°, les membres du personnel en disponibilité dans les établissements impliqués dans la fusion ont priorité sur les membres du personnel mis en disponibilité par le pouvoir organisateur dans les autres établissements qu'il organise dans la zone de réaffectation où se situe l'établissement issu de la fusion.

Sous-section 3. — Fusion égalitaire d'établissements dépendant de plusieurs pouvoirs organisateurs différents aboutissant à la création d'un nouvel établissement organisé par l'un de ces pouvoirs organisateurs.

Art. 24. Les membres du personnel des établissements fusionnés sont soumis aux opérations de réaffectation et de remise au travail visées aux articles 22 et 23.

Sous-section 4. — Fusion égalitaire de plusieurs établissements d'un même pouvoir organisateur ou de pouvoirs organisateurs différents aboutissant à la création d'un nouvel établissement après création d'un nouveau pouvoir organisateur

Art. 25. Les membres du personnel des établissements fusionnés sont soumis aux opérations de réaffectation et de remise au travail visées à l'article 22 § 1er, alinéas 1er à 3, § 2, alinéa 1er, 2° et 4°, et § 3, et à l'article 23, alinéa 1er, 1°.

Section 3. — Dispositions particulières applicables en cas de fusion par absorption

Sous-section 1re. — Généralités

Art. 26. En cas de fusion par absorption, seuls les membres du personnel du (des) établissement(s) absorbé(s) sont mis en disponibilité sans application des mesures préalables à la mise en disponibilité visées à l'article 9.

La mise en disponibilité est prononcée dans l'établissement d'origine.

Sous-section 2. — Absorption d'un ou de plusieurs établissements du même pouvoir organisateur que celui de l'établissement absorbant

Art. 27. Les emplois définitivement vacants et ensuite les emplois temporairement vacants à pourvoir au sein de l'établissement absorbant sont attribués en priorité, par voie de réaffectation et par ordre d'ancienneté, aux membres du personnel de cet établissement mis en disponibilité, s'il échet.

Art. 28. La réaffectation des membres du personnel mis en disponibilité de l' (des) établissement(s) absorbé(s) s'effectue par ordre d'ancienneté selon la priorité définie ci-après :

1° dans les emplois définitivement vacants de l'établissement absorbant restant à attribuer après application de l'article 27 même si l' (les) établissement(s) absorbé(s) appartient (nent) à une zone de réaffectation différente de celle de l'établissement absorbant.

Dans l'hypothèse où, après avoir fait application de l'alinéa 1er, il resterait des emplois définitivement vacants à pourvoir au sein de l'établissement absorbant, ceux-ci seront attribués conformément aux règles énoncées au chapitre II, sections 2 et 4;

2° dans les emplois définitivement vacants des établissements organisés par le pouvoir organisateur dans la même zone de réaffectation;

3° dans les emplois temporairement vacants de l'établissement absorbant restant à attribuer après application de l'article 27 même si l' (les) établissement(s) absorbé(s) appartient (nent) à une zone de réaffectation différente de celle de l'établissement absorbant;

4° dans les emplois temporairement vacants des autres établissements organisés par le pouvoir organisateur dans la même zone de réaffectation;

5° dans les emplois vacants d'un établissement appartenant au même Centre d'enseignement que l'établissement dans lequel la mise en disponibilité a été prononcée.

Pour l'application du 3°, les membres du personnel de l' (des) établissement(s) absorbé(s) a(ont) priorité sur les membres du personnel mis en disponibilité dans d'autres établissements que le pouvoir organisateur organise dans la zone de réaffectation où se situe l'établissement absorbant.

Art. 29. Les membres du personnel visés à l'article 26 qui n'ont pu être réaffectés après application de l'article 28 sont remis au travail par ordre d'ancienneté et selon l'ordre de priorité défini ci-après :

1° dans les emplois vacants de l'établissement absorbant même si l' (les) établissement(s) absorbé(s) appartient (nent) à des zones de réaffectation différentes;

2° dans les emplois vacants des autres établissements organisés par le pouvoir organisateur dans la même zone;

Pour l'application du 1°, les membres du personnel de l' (des) établissement(s) absorbé(s) ont priorité sur les membres du personnel mis en disponibilité par le pouvoir organisateur dans les autres établissements qu'il organise dans la zone de réaffectation où se situe l'établissement absorbant.

Art. 30. Les articles 27 à 29 sont applicables aux membres du personnel titulaires d'une fonction de recrutement.

Sous-section 3. — Absorption d'un ou de plusieurs établissements organisés par un pouvoir organisateur différent de celui de l'établissement absorbant

Art. 31. Les emplois définitivement vacants et ensuite les emplois temporairement vacants à pourvoir au sein de l'établissement absorbant sont attribués en priorité, par voie de réaffectation et par ordre d'ancienneté aux membres du personnel de cet établissement mis en disponibilité s'il échet.

Art. 32. La réaffectation des membres du personnel mis en disponibilité de l' (des) établissement(s) absorbé(s) s'effectue par ordre d'ancienneté et selon l'ordre de priorité défini ci-après :

1° dans les emplois définitivement vacants de l'établissement absorbant restant à attribuer après application de l'article 31 même si l' (les) établissement(s) absorbé(s) appartient (nent) à une zone de réaffectation différente de celle de l'établissement absorbant.

Dans l'hypothèse où, après avoir fait application de l'alinéa 1er, il resterait des emplois définitivement vacants à pourvoir au sein de l'établissement absorbant, ceux-ci seront attribués conformément aux règles énoncées au chapitre II, sections 2 et 4;

2° dans les emplois définitivement vacants des établissements organisés dans la même zone de réaffectation par le pouvoir organisateur ayant prononcé la mise en disponibilité;

3° dans les emplois temporairement vacants de l'établissement absorbant restant à attribuer après application de l'article 31 même si l' (les) établissement(s) absorbé(s) appartient(nent) à une zone de réaffectation différente de celle de l'établissement absorbant;

4° dans les emplois temporairement vacants des autres établissements organisés par le pouvoir organisateur cédant dans la même zone de réaffectation;

5° dans les emplois vacants d'un établissement appartenant au même Centre d'enseignement que l'établissement dans lequel la mise en disponibilité a été prononcée.

Pour l'application du 3°, les membres du personnel de l'(des) établissement(s) absorbé(s) ont priorité sur les membres du personnel mis en disponibilité dans d'autres établissements que le pouvoir organisateur de l'établissement absorbant organise dans la même zone de réaffectation où se situe l'établissement absorbant.

Art. 33. Les membres du personnel visés à l'article 26 qui n'ont pu être réaffectés après application de l'article 32 sont remis au travail par ordre d'ancienneté et selon l'ordre de priorité défini ci-après :

1° dans les emplois vacants de l'établissement absorbant même si les établissements absorbés appartiennent à des zones de réaffectation différentes;

2° dans les emplois vacants des autres établissements organisés dans la même zone de réaffectation par le pouvoir organisateur ayant prononcé la mise en disponibilité.

Pour l'application du 1°, les membres du personnel de l'(des) établissement(s) absorbé(s) sont remis au travail par priorité sur les membres du personnel mis en disponibilité dans les autres établissements que le pouvoir organisateur de l'établissement absorbant organise dans la zone de réaffectation où se situe l'établissement absorbant.

Art. 34. Les articles 31 à 33 sont applicables aux membres du personnel titulaires d'une fonction de recrutement.

Section 4. — Restructuration globale

Art. 35. Les dispositions visées aux articles 19 à 34 sont applicables selon le cas, aux restructurations globales.

Lorsque dans ces articles, il est fait mention de "l'établissement issu de la fusion", il faut comprendre également "le ou un des établissements issus de la restructuration globale".

Lorsque dans ces articles, il est fait mention de "l'établissement absorbant", il faut comprendre également "le ou un des établissements absorbants".

Lorsque dans ces articles il est fait mention "des établissements impliqués dans la fusion", il faut comprendre également "les établissements impliqués dans la restructuration globale".

Section 5. — Restructuration partielle

Art. 36. Les membres du personnel de la partie cédée d'un établissement reprise par un autre établissement dans le cadre d'une restructuration partielle égalitaire, sont placés sur pied d'égalité avec les membres du personnel de l'établissement reprenneur pour l'application des dispositions du présent arrêté tant en ce qui concerne les mesures préalables visées à l'article 9 qu'en ce qui concerne leur éventuelle mise en disponibilité.

Art. 37. Les membres du personnel de la partie cédée d'un établissement, reprise par un autre établissement dans le cadre d'une restructuration partielle par absorption, sont affectés dans ce dernier à concurrence des emplois définitivement vacants encore disponibles après réaffectation, le cas échéant, des membres du personnel de l'établissement reprenneur mis en disponibilité."

Art. 8. Les articles 19 à 27 du même arrêté deviennent les articles 38 à 46.

Art. 9. A l'article 21 du même arrêté, devenu l'article 40, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, alinéa 1er, les mots "dans le respect des règles de pondération", sont insérés entre les mots "du nombre de périodes perdues" et les mots "et quel que soit le nombre d'établissements";

2° le § 1er, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

"Toutefois, le membre du personnel peut décliner une offre d'emploi qui se présenterait dans un établissement situé dans une autre commune que celle où il a été mis en disponibilité et qui serait offerte à plus de 25 km du domicile de l'agent et qui entraînerait pour ce dernier une durée de déplacement supérieur à quatre heures par jour à l'aide des transports en commun.

Pour l'application de l'alinéa 2, les dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale sont considérées comme formant une même commune.

Le membre du personnel peut également décliner une offre d'emploi qui se présente dans un emploi temporairement vacant au sein du Centre d'enseignement si un emploi définitivement vacant peut lui être offert hors du Centre d'enseignement.

Le membre du personnel ne pourra toutefois revendiquer ultérieurement les emplois qu'il aurait déclinés en vertu des alinéas 2 et 4."

3° Le § 8 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 8. Si un emploi temporairement vacant se présente auprès du pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité la personne en cause et que celle-ci occupe déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'année scolaire auprès d'un autre pouvoir organisateur ou du même pouvoir organisateur, elle est autorisée à y rester.

Si un emploi définitivement vacant se présente auprès du pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité la personne en cause et que celle-ci occupe déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'année scolaire auprès d'un autre pouvoir organisateur ou du même pouvoir organisateur, elle est tenue d'accepter le nouvel emploi vacant offert. Elle ne pourra cependant prendre ses fonctions qu'au terme de l'année scolaire sauf accord des deux pouvoirs organisateurs, le cas échéant."

Art. 10. Dans l'article 23, § 1er, alinéa 1er, du même arrêté, devenu l'article 42, les mots "dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécial".

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1996.

Art. 12. Le Ministre ayant le statut des personnels de l'enseignement libre subventionné dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 29 août 1996.

La Ministre-Présidente, chargée de l'Éducation, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
du Sport et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 96 — 1968

[C - 29303]

29 AUGUSTUS 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit d.d. 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reafectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, hoger onderwijs van het korte type en kunstonderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, laatst gewijzigd bij decreet van 22 december 1994;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan, gewijzigd bij decreet van 18 maart 1996;

Gelet op het decreet van 29 juli 1992 tot regeling van het secundair onderwijs met volledig leerplan, laatst gewijzigd bij decreet van 2 april 1996;

Gelet op het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van het gesubsidieerd personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij decreten van 22 december 1994, 10 april 1995 en 25 juli 1996;

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en hoger niet-universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 16 januari 1995;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van het kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en hoger niet-universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 16 januari 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs verstrekt in de vrije gesubsidieerde inrichtingen voor middelbaar of normaalonderwijs, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 20 maart 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie, laatst gewijzigd bij besluit van de Executieve d.d. 1 februari 1993;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken en leraar technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs verstrekt in de technische instituten van het Rijk waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij ministerieel besluit van 31 maart 1981;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken en leraar technische vakken en beroepspraktijk in de scholen voor lager secundair technisch onderwijs en vakonderwijs waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij ministerieel besluit van 24 mei 1977;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken in de lagere normaalscholen, waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij ministerieel besluit van 30 april 1970;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken, leraar technische vakken en beroepspraktijk in de middelbare scholen, de lagere graad van de koninklijke atheneae en lycea, de afdelingen lager secundair technisch en vakonderwijs verbonden aan inrichtingen voor middelbaar onderwijs, waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij besluit van de Executieve d.d. 24 augustus 1992;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reafectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, hoger onderwijs van het korte type en kunstonderwijs;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking en de daaruit voortvloeiende reffectaties in het begin van het schooljaar moeten plaatsvinden, zodat de regeling ter zake onverwijld getroffen moet worden om de inrichtende machten in staat te stellen, tijdig de nodige maatregelen te treffen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid en van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap dd. 26 augustus 1996,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van voormeld besluit van 28 augustus 1995 wordt aangevuld met onderstaande § 8 :

“§ 8. Fusie : egalitaire fusie of samenvoeging door opsorping.

Egalitaire fusie : de vereniging tot één inrichting van verschillende inrichtingen die tegelijk verdwijnen.

Samenvoeging door opsorping : de vereniging van inrichtingen waarvan één blijft bestaan en de andere opsorpt.

Herstructurering : overneming (egalitair of door opsorping), door een inrichting, van opties, leerjaren of onderwijsvormen van een gelijkaardige inrichting.

Volledige herstructurering : betreft alle niveaus en onderwijsvormen in verschillende inrichtingen, waarvan het aantal eventueel verminderd wordt.

Gedeeltelijke herstructurering : beperkt tot overdrachten van leerjaren, opties of onderwijsvormen, zonder vermindering van het aantal inrichtingen.”

Art. 2. Artikel 3, § 1, 2°, a, 4e lid wordt vervangen als volgt :

“In dat geval moeten de inrichtende machten het aantal lestijden goudsdiensdienst of niet-confessionele zedenleer niet toekennen of verhogen en moet het personeelslid geen toekenning of uitbreiding van dat aantal aanvaarden. De toekenning of uitbreiding kan echter gebeuren mits de partijen daarover een akkoord bereiken.”

Art. 3. Artikel 11 van voormeld besluit wordt vervangen als volgt :

“Art. 11. § 1. De in artikel 10 bedoelde dienstanciënniteit omvat alle tijdelijke of vaste diensten, bezoldigd door de Franse Gemeenschap en verstrekt in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, alsook de met dienstanciënniteit gelijkgestelde onbezoldigde perioden.

§ 2. De ambtsanciënniteit, bedoeld in artikel 10, omvat alle in het betrokken ambt verstrekte tijdelijke of vaste diensten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, die door de Franse Gemeenschap bezoldigd werden, alsook de met dienstanciënniteit gelijkgestelde onbezoldigde perioden.

§ 3. De dienstanciënniteit en de ambtsanciënniteit worden berekend overeenkomstig artikel 85, a t/m f en artikel 39c van voormeld koninklijk besluit van 22 maart 1969.”

Art. 4. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met onderstaande § 3 :

“§ 3. De in § 1, 1° en 2°, en § 2 bepaalde verplichtingen zijn beperkt tot de personeelsleden, ter beschikking gesteld bij ontstentenis van betrekking of die een gedeelte van hun opdracht verloren hebben in de inrichtingen van dezelfde reffectatiezone.”

Art. 5. In artikel 15 van hetzelfde besluit wordt :

1° § 1 aangevuld met “in de inrichting waar de aanstelling gebeurde”;

2° § 2 aangevuld met de woorden “met naleving van de afwegingsregels”.

Art. 6. In artikel 17 van hetzelfde besluit wordt “In het gewoon secundair onderwijs kan de inrichtende macht o.m.” vervangen door : “Onverminderd artikel 2, § 5, kan de inrichtende macht in het gewoon secundair onderwijs ook”.

Art. 7. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk IIIbis, dat de artikelen 19 tot 37 omvat, ingevoegd :

“HOOFDSTUK IIIbis. — *Bijzondere bepalingen bij fusie of herstructurering*

Afdeling 1. — Algemeenheden

Art. 19. Dit hoofdstuk wordt toepasselijk op het ogenblik van de fusie of herstructurering.

In alle gevallen van fusie of herstructurering gelden de algemene bepalingen van dit besluit, behoudens bijzondere bepalingen in dit hoofdstuk.

De verplichtingen inzake reffectatie en wedertewerkstelling in de uit fusie of globale herstructurering ontstane inrichting(en), van de personeelsleden, ter beschikking gesteld in een selectie- of bevorderingsambt in een bij een fusie of globale herstructurering betrokken inrichting, zijn ook toepasselijk als de inrichtingen tot verschillende reffectatiezones behoren.

Art. 20. Voor de toepassing van dit hoofdstuk komt de inrichtende macht van de opslopende of uit de fusie ontstane inrichting de verplichtingen van artikel 15 na jegens de krachtens deze bepaling gereffecteerde of wedertewerkgestelde personeelsleden die in de opgeslorpte of gefuseerde inrichtingen presteerden.

Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen voor de egalitaire fusies

Onderafdeling 1. — Algemeenheden

Art. 21. Bij egalitaire fusie van inrichtingen worden alle personeelsleden van die inrichtingen ter beschikking gesteld zonder toepassing van de voorafgaande maatregelen bedoeld in artikel 9; in andere inrichtingen, door de inrichtende macht georganiseerd in dezelfde gemeente.

Onderafdeling 2. — Egalitaire fusie van inrichtingen van één inrichtende macht, tot oprichting van een nieuwe inrichting van die inrichtende macht

Art. 22. § 1. Personeelsleden, titularis van een wervingsambt en ter beschikking gesteld krachtens artikel 21, worden prioritair en volgens hun anciënniteit gereffecteerd in definitief vacante betrekkingen in de uit de fusie ontstane inrichting.

Dit geldt ook voor personeelsleden, vóór de fusie ter beschikking gesteld in de gefuseerde inrichtingen.

De leden 1 en 2 gelden ook voor gefuseerde inrichtingen van verschillende reffectatiezones.

Mochten er na toepassing van de leden 1 tot 3 nog definitief vacante betrekkingen overblijven in de uit fusie ontstane inrichting dan worden ze toegewezen volgens de regels van hoofdstuk II, afdelingen 2 en 4.

§ 2. Voor personeelsleden van gefuseerde inrichtingen die niet definitief gereffecteerd werden, na toepassing van § 1, in de uit fusie ontstane inrichting voor de volledige opdracht waarvoor zij ter beschikking gesteld werden, worden volgende regels toegepast naar gelang van hun anciënniteit, volgens onderstaande prioriteitsregeling:

1° reffectatie in definitief vacante betrekkingen in de andere inrichtingen van dezelfde inrichtende macht in dezelfde reffectatiezone;

2° reffectatie in tijdelijk vacante betrekkingen in de uit fusie ontstane inrichting, zelfs als de gefuseerde inrichtingen tot verschillende reffectatiezones behoren;

3° reffectatie in tijdelijk vacante betrekkingen in andere inrichtingen van dezelfde inrichtende macht in dezelfde reffectatiezone;

4° reffectatie in tijdelijk vacante betrekkingen van een andere inrichting van dezelfde scholengemeenschap als de uit fusie ontstane inrichting.

Voor de toepassing van 2° hebben personeelsleden van de gefuseerde inrichting voorrang op personeelsleden van de inrichtende macht van de uit fusie ontstane inrichting, in de reffectatiezone waar deze gelegen is.

§ 3. De verplichtingen om de in een selectie- of bevorderingsambt ter beschikking gestelde personeelsleden te reffecteren in de scholengemeenschap, gelden in de scholengemeenschap van de uit fusie ontstane inrichting.

Art. 23. De in artikel 21 bedoelde personeelsleden die nog niet gereffecteerd werden na toepassing van artikel 22, worden naar gelang van hun anciënniteit wedertewerkgesteld volgens onderstaande prioriteitsregeling, in vacante betrekkingen:

1° van de uit fusie ontstane inrichting, zelfs als de gefuseerde inrichtingen tot verschillende reffectatiezones behoren;

2° van de door dezelfde inrichtende macht georganiseerde inrichtingen in dezelfde zone.

Voor de toepassing van 1° hebben personeelsleden, ter beschikking gesteld in de gefuseerde inrichtingen, voorrang op personeelsleden, door de inrichtende macht ter beschikking gesteld in haar andere inrichtingen in de reffectatiezone waar de uit fusie ontstane inrichting gelegen is.

Onderafdeling 3. — Egalitaire fusie van inrichtingen ressorterend onder verschillende inrichtende machten, tot oprichting van een nieuwe, door één van die machten georganiseerde inrichting

Art. 24. Voor personeelsleden van de gefuseerde inrichtingen gelden de verrichtingen inzake reffectatie en wedertewerkstelling, bedoeld in de artikelen 22 en 23.

Onderafdeling 4. — Egalitaire fusie van inrichtingen van één of verschillende inrichtende machten, tot oprichting van een inrichting van een nieuwe inrichtende macht

Art. 25. Voor personeelsleden van de gefuseerde inrichtingen gelden de reffectatie en de wedertewerkstelling, bedoeld in artikel 22, § 1, leden 1 tot 3, § 2, 1e lid, 2° en 4°, en § 3, en in artikel 23, 1e lid.

Afdeling 3. — Bijzondere bepalingen voor de samenvoeging door opslorping

Onderafdeling 1. — Algemeenheden

Art. 26. Alleen de personeelsleden van de opgeslorpte inrichtingen worden ter beschikking gesteld zonder toepassing van de in artikel 9 bedoelde voorafgaande maatregelen.

De terbeschikkingstelling wordt in de inrichting van herkomst uitgesproken.

Onderafdeling 2. — Opslorping van inrichtingen van de inrichtende macht van de opslorpende inrichting

Art. 27. De definitief vacante en daarna de tijdelijk vacante betrekkingen in de opslorpende inrichting worden prioritair toegewezen door reffectatie, volgens de anciënniteit, aan de ter beschikking gestelde personeelsleden van die inrichting.

Art. 28. De reffectatie van ter beschikking gestelde personeelsleden van de opslorpende inrichtingen gebeurt, naar gelang van de anciënniteit, volgens onderstaande prioriteitsregeling:

1° in de nog definitief vacante betrekkingen van de opslorpende inrichting na toepassing van artikel 27, zelfs als de opgeslorpte inrichtingen niet tot de reffectatiezone van de opslorpende inrichting behoren.

Mochten er na toepassing van het 1e lid nog definitief vacante betrekkingen zijn in de opslorpende inrichting, dan worden ze toegewezen overeenkomstig hoofdstuk II, afdelingen 2 en 4;

2° in definitief vacante betrekkingen in de andere inrichtingen van de inrichtende macht in dezelfde reffectatiezone;

3° in tijdelijk vacante betrekkingen na toepassing van artikel 27, in de opslorpende inrichting, zelfs als de opgeslorpte inrichtingen tot een andere reffectatiezone behoren dan de opslorpende inrichting;

4° in tijdelijk vacante betrekkingen in andere inrichtingen van dezelfde inrichtende macht in dezelfde reffectatiezone;

5° in vacante betrekkingen van een andere inrichting van dezelfde scholengemeenschap dan de inrichting waar de terbeschikkingstelling werd uitgesproken.

Voor de toepassing van 3° hebben personeelsleden van een opgeslorpte inrichting voorrang op personeelsleden, ter beschikking gesteld in andere inrichtingen van de inrichtende macht in de reffectatiezone waar de opgeslorpte inrichting gelegen is.

Art. 29. De in artikel 26 bedoelde personeelsleden die nog niet gereffecteerd werden na toepassing van artikel 28, worden naar gelang van hun anciënniteit wedertewerkgesteld volgens onderstaande prioriteitsregeling, in vacante betrekkingen:

1° van de opslorpende inrichting, zelfs als de opgeslorpte inrichtingen tot verschillende reffectatiezones behoren;

2° van de door dezelfde inrichtende macht georganiseerde inrichtingen in dezelfde zone.

Voor de toepassing van 1° hebben personeelsleden, ter beschikking gesteld in de opgeslorpte inrichtingen, voorrang op personeelsleden, door de inrichtende macht ter beschikking gesteld in haar andere inrichtingen in de reffectatiezone waar de opslorpende inrichting gelegen is.

Art. 30. De artikelen 27 tot 29 gelden voor personeelsleden die titularis van een wervingsambt zijn.

Onderafdeling 3. — Opslorping van inrichtingen van een andere inrichtende macht dan die van de opslorpende inrichting

Art. 31. De definitief vacante en daarna de tijdelijk vacante betrekkingen in de opslorpende inrichting worden prioritair toegewezen door reffectatie, volgens de anciënniteit, aan de ter beschikking gestelde personeelsleden van die inrichting.

Art. 32. De reffectatie van ter beschikking gestelde personeelsleden van de opgeslorpte inrichtingen gebeurt, naar gelang van de anciënniteit, volgens onderstaande prioriteitsregeling :

1° in de nog definitief vacante betrekkingen van de opslorpende inrichting na toepassing van artikel 31, zelfs als de opgeslorpte inrichtingen niet tot de reffectatiezone van de opslorpende inrichting behoren.

Mochten er na toepassing van het 1e lid nog definitief vacante betrekkingen zijn in de opslorpende inrichting, dan worden ze toegewezen overeenkomstig hoofdstuk II, afdelingen 2 en 4;

2° in definitief vacante betrekkingen in de andere inrichtingen van de inrichtende macht die de terbeschikkingstelling uitsprak, in dezelfde reffectatiezone;

3° in tijdelijk vacante betrekkingen na toepassing van artikel 31, in de opslorpende inrichting, zelfs als de opgeslorpte inrichtingen tot een andere reffectatiezone behoren dan de opslorpende inrichting;

4° in tijdelijk vacante betrekkingen in andere inrichtingen van de zelfde inrichtende macht in dezelfde reffectatiezone;

5° in vacante betrekkingen van een andere inrichting van dezelfde scholengemeenschap als de inrichting waar de terbeschikkingstelling werd uitgesproken.

Voor de toepassing van 3° hebben personeelsleden van een opgeslorpte inrichting voorrang op personeelsleden, ter beschikking gesteld in andere inrichtingen van de inrichtende macht in de reffectatiezone waar de opgeslorpte inrichting gelegen is.

Art. 33. De in artikel 26 bedoelde personeelsleden die nog niet gereffecteerd werden na toepassing van artikel 28, worden naar gelang van hun anciënniteit wedertewerkgesteld volgens onderstaande prioriteitsregeling, in vacante betrekkingen :

1° van de opslorpende inrichting, zelfs als de opgeslorpte inrichtingen tot verschillende reffectatiezones behoren;

2° van de door dezelfde inrichtende macht georganiseerde inrichtingen in dezelfde zone.

Voor de toepassing van 1° hebben personeelsleden, ter beschikking gesteld in de opgeslorpte inrichtingen, voorrang op personeelsleden, door de inrichtende macht ter beschikking gesteld in haar andere inrichtingen in de reffectatiezone waar de opslorpende inrichting gelegen is.

Art. 34. De artikelen 31 tot 33 gelden voor personeelsleden die titularis van een wervingsambt zijn.

Onderafdeling 4. — Volledige herstructurering

Art. 35. De bepalingen van de artikelen 19 tot 34 gelden, volgens het geval, voor volledige herstructurering. Wanneer in die artikelen sprake is van de uit fusie ontstane inrichting, dan bedoelt men ook de of een inrichting, ontstaan uit volledige herstructurering.

Onder opslorpende inrichting bedoelt men in die artikelen ook : de of een opslorpende inrichting.

In die artikelen betekent "de bij de fusie betrokken inrichtingen" ook "de bij een volledige herstructurering betrokken inrichtingen".

Afdeling 5. — Gedeeltelijke herstructurering

Art. 36. Personeelsleden van het overgedragen gedeelte van een inrichting, overgenomen door een andere inrichting bij een egalitaire gedeeltelijke herstructurering, staan op gelijke voet met de personeelsleden van de overnemende inrichting voor de toepassing van dit besluit, zowel voor de in artikel 9 bedoelde voorafgaande maatregelen als voor een terbeschikkingstelling.

Art. 37. Personeelsleden van het overgedragen gedeelte van een inrichting overgenomen door een andere inrichting bij een gedeeltelijke herstructurering door opslorping, worden in laatstgenoemde inrichting aangesteld naar gelang van de nog definitief vacante betrekkingen, eventueel na reffectatie van de ter beschikking gestelde personeelsleden van de overnemende inrichting."

Art. 8. De artikelen 19 tot 27 van hetzelfde besluit worden de artikelen 38 tot 46.

Art. 9. Artikel 21 van hetzelfde besluit (nu artikel 40) wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, 1e lid wordt na "van het aantal verloren lestijden" "met naleving van de afwegingsregels" ingevoegd, vóór "ongeacht het aantal inrichtingen";

2° § 1, 2e lid, wordt vervangen als volgt :

"Het personeelslid kan echter een aangeboden betrekking weigeren in een inrichting in een andere gemeente dan die waar hij ter beschikking gesteld werd, als die inrichting meer dan 25 km van zijn woonplaats verwijderd is en hij meer dan 4 uur per dag onderweg zou zijn met het gemeenschappelijk vervoer.

Voor de toepassing van het 2e lid worden de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest als één gemeente beschouwd.

Het personeelslid kan ook een aangeboden betrekking weigeren als ze tijdelijk vacant is in de scholengemeenschap en hij daarbuiten een definitief vacante betrekking vindt.

Hij kan echter de krachtens het 2e en het 4e lid afgewezen betrekkingen later niet aanvragen."

3° § 8 wordt vervangen als volgt :

"§ 8. Als een betrekking tijdelijk vacant wordt bij de inrichtende macht die het personeelslid ter beschikking gesteld heeft en als hij reeds een betrekking van onbepaalde duur of tot het einde van het schooljaar bekleedt bij dezelfde of een andere inrichtende macht, dan mag hij die betrekking behouden.

Als een betrekking definitief vacant wordt bij de inrichtende macht die hem ter beschikking gesteld heeft en hij reeds bij deze of een andere inrichtende macht een betrekking bekleedt van onbepaalde duur of tot het einde van het schooljaar, dan moet hij het nieuwe aanbod aanvaarden. Hij kan er echter pas in dienst treden na afloop van het schooljaar, tenzij de twee inrichtende machten het eens worden."

Art. 10. In artikel 23, § 1, 1e lid, van hetzelfde besluit (nu artikel 42) wordt "in het gewoon secundair onderwijs" vervangen door "in het gewoon en het buitengewoon secundair onderwijs".

Art. 11. Dit besluit treedt op 1 september 1996 in werking.

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheid het statuut van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 29 augustus 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

F. 96 — 1969

[C 29299]

30 AOUT 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, modifié par les décrets du 22 décembre 1994, du 10 avril 1995 et du 25 juillet 1996;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres suffisants dans l'enseignement préscolaire et primaire, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 septembre 1991;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les enseignements préscolaire spécial et primaire spécial;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 août 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 août 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, modifiées par les lois des 8 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les mises en disponibilité par défaut d'emploi et les réaffectations en découlant doivent être réalisées en début d'année scolaire; qu'afin de permettre aux pouvoirs organisateurs de prendre les dispositions qui s'imposent en temps utile, il importe d'adapter sans tarder la réglementation en la matière;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 26 août 1996,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 7, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial, les mots « à partir de l'âge de 21 ans » sont supprimés.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1996.

Art. 3. Le Ministre ayant le statut des personnels de l'enseignement libre subventionné dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 août 1996.

La Ministre-Présidente,
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX